

PASS SANITAIRE

FORCE OUVRIÈRE DIT NON AUX SANCTIONS DISCIPLINAIRES

Le projet de loi relatif à la gestion de la crise sanitaire, validé par la commission mixte paritaire, a été voté par le parlement le 25 juillet dernier. Le conseil constitutionnel rendra son avis le 5 aout prochain.

Pass sanitaire, vaccination, sanctions, etc...

Cette cacophonie gouvernementale n'est pas nouvelle, elle restera le marqueur de cette crise sanitaire que nous traversons depuis février 2020! Les masques étaient d'abord inutiles, puis obligatoires, ensuite ce fut la même histoire pour les tests PCR.

La gestion des vaccins a aussi été chaotique , introuvables hier et indispensables, voir obligatoires demain.

Ainsi, les agents du Mad et du Siad, les personnels de santé et ceux qui exercent dans les lieux recevant du public seront dans l'obligation de fournir un Pass sanitaire, en réciprocité de la demande faite aux usagers de ces lieux.

Force Ouvrière des Communaux d'Aulnay-sous-Bois n'accepte pas le piège de la division entre vaccinés et non vaccinés. Pour notre syndicat, la volonté de sanctionner des agents non vaccinés, est totalement inacceptable ! Suspendre les personnels, ne plus les rémunérer ou rompre des CDD est totalement injustifiable.

Pourtant, le gouvernement annonce que 40 millions de français sont déjà vaccinés avec une première dose et qu'au rythme actuel, l'ensemble de la population adulte, estimée à 52 millions de personnes pourrait être vacciné, à la date du 19 novembre 2021. (Source Covid Tracker).

Cela démontre que l'incitation suffisait largement.

Si cette loi devait être promulguée en l'état, elle remettrait en cause le statut général des fonctionnaires, le droit à la rémunération, mais également les sanctions disciplinaires. Rien ne justifie cela !

Force Ouvrière ne cultive pas l'ambigüité !

Nous rejetons toutes sanctions envers les fonctionnaires, agents publics et salariés et revendiquons l'abrogation de ce projet de Loi.

Le syndicat **Force Ouvrière** des Communaux d'Aulnay-sous-Bois refuse que ce projet de loi vienne modifier les garanties du Statut général des fonctionnaires.

NOUS NE LÂCHERONS RIEN !!!

Syndicat Force Ouvrière